

COLLECTION " LU POUR VOUS "

n°5 - janvier 2021

Peut-on penser une liberté sans abondance ?

Synthèse du livre
*Abondance et liberté : une histoire
environnementale des idées politiques*
de Pierre Charbonnier

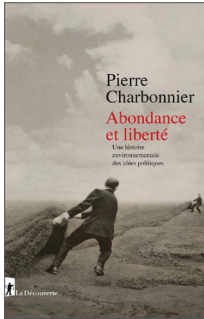
leDoTank

en partenariat avec



Synthèse rédigée par **Raphaël HANUS**

(ENS Paris-Saclay) à partir de :



P. Charbonnier, *Abondance et liberté : une histoire environnementale des idées politiques*, 2020, La Découverte

Pierre Charbonnier est un spécialiste de philosophie des sciences sociales, il s'intéresse en particulier à la manière dont celles-ci rendent compte de l'évolution du lien entre société et nature.

La collection " Lu pour vous "

La collection " Lu pour vous " propose des synthèses de travaux académiques qui font référence sur des questions liées à la Responsabilité Sociale et Sociétale des Entreprises (RSE).

Chaque thématique a vocation à être abordée par des auteurs ayant des opinions contrastées.

Ces notes de synthèse ne présentent pas un avis du DoTank et n'engagent pas sa responsabilité quant aux points de vue exprimés : elles n'ont d'autre ambition que de mettre à la disposition du lecteur des ressources pour sa réflexion et de lui donner envie d'aller plus loin dans la découverte des ouvrages et de leurs auteurs.

Peut-on penser une liberté sans abondance ?

1.

Les soubassements matériels de nos idéaux d'émancipation

Comme l'indique le sous-titre de l'ouvrage, il ne s'agit pas d'une histoire des pensées environnementalistes mais bien d'une « histoire environnementale des idées politiques ». Cela signifie que Pierre Charbonnier ne prend pas pour objet premier l'environnementalisme – terme qui désigne des mouvements sociaux récents opposés à la dégradation de la nature – mais bien les pensées politiques (libéralisme, socialisme, productivisme, *etc.*) qui se sont déployées du XVII^e siècle à aujourd'hui. Son objectif est en effet d'identifier des continuités et des discontinuités dans les manières qu'ont eues les sociétés occidentales modernes de penser leur rapport à la nature, ce qui suppose d'interroger la façon dont nos théories politiques ont thématiqué le lien entre nature et société.

Néanmoins, l'auteur ne se contente pas de décrire et d'ordonner chronologiquement les différentes conceptions politiques de la nature qui se sont succédé au cours de l'histoire occidentale mais vise également – et c'est là l'intérêt proprement philosophique de l'ouvrage – à déjouer l'alternative théorique qui structure actuellement le discours de l'écologie politique. L'alternative en question oppose une vision apocalyptique de l'avenir (celle des collapsologues et des survivalistes), à l'éventualité d'une

« dictature verte » (option notamment mise en avant par les tenants de l'écologie intégrale). Pour sa part, Pierre Charbonnier se propose de dégager une troisième voie, davantage désirable, en décorrélant notre conception de la liberté du concept d'abondance qui l'a soutenu jusqu'à présent. L'imaginaire moderne dont nous sommes les héritiers nous a en effet habitués à penser que nous ne sommes véritablement libres que si nous avons un accès illimité et aisé à un grand nombre de biens nous permettant de maintenir un train de vie émancipé des contingences matérielles les plus élémentaires. C'est précisément dans le but de défaire l'évidence de cette idée que Pierre Charbonnier nous invite à cheminer dans l'histoire des idéaux modernes d'émancipation afin de voir comment se sont progressivement noués, au point de s'amalgamer, les concepts d'abondance et de liberté. Par ce biais, l'auteur vise à mettre en lumière l'échec de la plupart des penseurs politiques de la tradition occidentale à penser conjointement société et nature. Le détour historique auquel Pierre Charbonnier se livre lui permet également d'attirer l'attention sur les pensées de l'émancipation ou de la liberté qui n'étaient pas loin de parvenir à penser la liberté comme autre chose qu'une libération des contraintes naturelles mais qui n'ont finalement pas réussi à s'imposer. C'est à partir de ces rendez-vous manqués qu'une piste nouvelle est ouverte par l'auteur pour repenser le concept de liberté comme devant inclure la matérialité de la nature.

Pour Pierre Charbonnier, il s'agit en effet de repenser la liberté à l'aune de la matérialité et la société comme indissociable de la nature. Une telle gageure implique trois choses. D'abord, cela nécessite de reconsidérer la façon dont les collectifs humains subsistent, c'est-à-dire travaillent pour obtenir les ressources qui leur sont vitales (c'est la dimension de la subsistance). Ensuite, cela impose de penser à nouveaux frais les modes d'habitation de ces mêmes collectifs, c'est-à-dire, la pérennisation de leur installation dans des espaces géographiques (c'est

la dimension de l'habiter). Enfin, cela oblige à prendre un nouveau point de vue sur la manière dont les collectifs humains produisent leurs connaissances (c'est la dimension du savoir). Cette refondation intellectuelle est rendue urgente par le fait que les pensées de l'émancipation dont nous avons hérité ne sont désormais plus praticables tant il est devenu flagrant que la liberté conquise par les sociétés occidentales modernes a été gagnée au détriment d'autres territoires et formes de vie.

2.

La modernité préindustrielle : propriété, commerce et libertés individuelles

C'est au XVII^e siècle que Pierre Charbonnier fait commencer son travail d'histoire des idées. À cette époque, la pensée politique des pays occidentaux s'intéresse de près à la question de la terre. Le temps est en effet à la quête de nouveaux territoires et à leur mise en exploitation aux services des populations occidentales. Les sciences sont elles aussi mobilisées dans cette entreprise bien que ce ne soit pas leur logique propre qui serve de guide à ce grand mouvement d'appropriation des espaces ; l'organisation de cette appropriation est d'abord le fait de mutations politiques : les États modernes s'émancipent progressivement du religieux si bien que les questions les plus centrales ne sont plus désormais relatives à la foi ou au salut mais plutôt à la possession de territoires et à leur mise en coupe réglée.

C'est dans ce contexte général que commence à se former un *corpus* philosophique et juridique cherchant à établir les règles vouées à régir tant l'appropriation que l'exploitation de la terre. La pensée du philosophe John Locke induit à cet égard un tournant important dans la pensée de la propriété au moment même où le mouvement des « *enclosures* » s'accélère dans le monde occidental (*i.e.* les petites propriétés et les communaux sont inclus dans de grandes propriétés agraires privées). Pour Locke, est propriétaire légitime celui qui exploite la terre et la rend, par son travail opiniâtre, plus productive. Cette idée permet en fait de fixer dans le droit un certain type de rapport à la terre, caractéristique du mode d'exploitation des grandes propriétés agraires privées, qui consiste à produire plus que ce qui est nécessaire à la survie ; ceci à des fins de revente

et au détriment d'autres modes d'exploitations, jugés moins productifs et non rentables, tels que, par exemple, l'autoproduction et l'autoconsommation locale. Se déploie alors une conception de la propriété foncière qui en fait l'expression fondamentale de la liberté individuelle, l'idée étant que c'est dans et par l'exploitation du pan de nature qu'il possède que le propriétaire peut éprouver sa condition d'homme libre. La propriété foncière, désormais individuelle et exclusive, est en outre protégée de la prédation d'autrui par l'État. Cet épisode montre à quel point le rapport à la terre est politique et n'a rien d'un allant de soi. Bien plus, et comme le montre avec rigueur Pierre Charbonnier, c'est à partir de considérations sur l'usage optimal de la terre que sont conçus et organisés les rapports sociaux dans leur ensemble.

Au cours du XVIII^e siècle et suite à cette première transformation, l'idée de liberté se met à être pensée comme intrinsèquement liée à celle de croissance, laquelle est d'abord comprise comme une accumulation de biens matériels. Le droit de chacun à la prospérité devient alors l'autre nom de la liberté. En France, les physiocrates sont les derniers penseurs à concevoir la terre comme le seul élément productif de la société, ce qui les conduit à penser comme impossible quelque chose comme une création de valeur. Pour eux, toute richesse part de la terre et y retourne selon un circuit clos et auto-entretenu. C'est là une conception qui ne lie pas encore la valeur à l'échange marchand auquel les biens tirés de la terre se destinent mais qui la pense comme relative à un territoire devant être correctement géré et à l'usage que l'on peut faire des biens en question. Néanmoins, cette conception de la valeur va vite être supplantée par celle proposée par l'économiste écossais Adam Smith, qui défend l'idée d'une autonomie de la valeur marchande vis-à-vis des conditions matérielles de la production des biens. Dans la théorie de Smith, la valeur d'un bien est déterminée par le jeu de l'échange, et rien d'autre ; elle est le fruit de la rencontre abstraite

d'une offre et d'une demande. En effet, compte tenu du caractère limité des ressources naturelles, ce n'est pas sur l'agriculture qu'il faut compter pour s'enrichir et croître mais bien sur l'échange seul, dans la mesure où celui-ci est en droit illimité. Ainsi, Adam Smith prend paradoxalement en compte la finitude de la nature et s'en sert comme point d'appui pour proposer une théorie de l'enrichissement illimité fondée sur la décorrélation de la valeur des biens d'avec leurs conditions de production.

3.

La Révolution industrielle : charbon, colonies et société

Au XIX^e siècle, les rapports entre nature et société sont bouleversés par la découverte du charbon et son utilisation comme énergie. L'exploitation intensive de cette ressource va permettre de développer tant l'industrie que les transports et, du même coup, rendre possible la mondialisation des échanges marchands. Ces changements vont avoir des effets considérables sur l'organisation sociale des pays occidentaux et conduire à un approfondissement des idéaux politiques d'émancipation formulés au siècle précédent. En d'autres termes, le lien que le XVIII^e siècle avait tissé entre abondance et liberté va se trouver renforcé. En France, Guizot va par exemple défendre l'idée selon laquelle la Révolution française a fait de la communauté de citoyens la seule autorité politique légitime. Avec la Révolution, le corps social est devenu son propre souverain. Désormais, lui seul s'autogouverne. Il n'a pas à accepter d'autorité surplombante, même si celle-ci s'autorise de Dieu ou de l'ordre naturel (c'est la naissance du concept moderne d'autonomie politique). En outre, le corps social est pensé comme autonome vis-à-vis de la nature puisqu'il est réputé avoir sur elle un pouvoir de maîtrise via l'industrie et le travail (c'est le concept d'autonomie matérielle, qui est, comme on va le voir, étroitement lié à l'autonomie politique).

Or, dans le même temps où ces idéaux abstraits s'affirment en France et ailleurs en Europe, l'économiste britannique Jevons note que si le Continent – et en particulier la Grande-Bretagne – doit au charbon son considérable enrichissement, il court néanmoins un danger non négligeable à plus ou moins long terme dans la mesure où, une fois le stock épuisé, la population européenne se retrouvera sans ressource commerciale propre et sa

croissance économique s'arrêtera alors. Pour autant, cet avertissement n'est pas entendu et le mouvement d'extraction du charbon se prolonge, l'autonomie des sociétés occidentales continuant d'être fondée sur cette forme de richesse qui apparaît comme une dépendance plus noble que la dépendance aux ressources organiques issues de l'agriculture, laquelle est confiée aux colonies. En effet, comme le rappelle Pierre Charbonnier, la condition de possibilité de la croissance occidentale n'est autre que le colonialisme, c'est-à-dire l'appropriation illégitime de territoires extérieurs à ceux des États européens et destinés à leur fournir les matières premières qu'ils ne produisent plus que partiellement sur leurs sols, quand bien même elles demeurent nécessaires à la survie des populations métropolitaines. Ce montage inégalitaire a été fort bien décrit par le philosophe allemand Fichte au début du XIX^e siècle. Dans cette configuration, l'État colonisateur a besoin des ressources naturelles présentes sur les territoires colonisés pour entretenir matériellement sa population mais il ne protège que les habitants de son propre sol.

On le voit, derrière le citoyen envisagé comme un sujet rationnel émancipé de toutes contraintes, derrière aussi la pensée libérale de l'échange comme source de croissance illimitée, bref, derrière l'idéal d'une libération absolue vis-à-vis de la nature, se profile la demi-conscience d'un certain nombre de paradoxes. D'une part, l'idée d'une autonomie matérielle des sociétés modernes est *de facto* contrariée par la dépendance au charbon qui n'a fait que remplacer la dépendance envers les ressources agricoles, laquelle n'a, à vrai dire, pas non plus été supprimée mais simplement externalisée dans les colonies. D'autre part, on peut également relever le paradoxe que constitue la promotion d'une liberté universelle, construite sur le modèle de la liberté occidentale, alors même que celle-ci repose *in fine* sur l'entreprise coloniale, c'est-à-dire sur le vol de terres étrangères et l'exploitation du travail d'autrui

à travers un système de production mondialisé. Difficile donc, dans ce cadre, de nier les conditions matérielles de la liberté moderne, même si la plupart des penseurs de l'époque le font, les rapports matériels demeurant dans leurs écrits un véritable impensé.

Les seules exceptions à cet aveuglement général quant à la matérialité de la liberté sont, d'une part, la pensée socialiste de la fin du XIX^e siècle, notamment avec des auteurs tels que Proudhon et Marx et, d'autre part, la sociologie naissante, exemplairement illustrée par l'œuvre d'Émile Durkheim en France. Ces deux formes de pensée naissent d'ailleurs d'un même constat : l'industrialisation a provoqué des changements sociaux majeurs qui doivent être non seulement observés et pris en considération mais également accompagnés par la création de structures sociales nouvelles. En effet, l'industrie et le libéralisme n'ont pas mené à une juste répartition de la propriété et des biens mais plutôt à une concentration accrue des profits et, partant, des richesses. Si elles portent attention aux conditions matérielles de production, les théories socialistes ne remettent néanmoins pas en cause le couplage entre abondance et liberté sur lequel est fondé l'idée moderne d'émancipation. Bien au contraire, ce qui est proposé comme solution ultime aux problèmes sociaux engendrés par l'organisation libérale de l'économie n'est autre que la socialisation de la richesse. L'idée directrice est ici que les seuls échanges marchands ne suffisent pas à faire tenir une société mais qu'il faut également organiser la production de manière à créer du lien social, ce qui peut passer par le réinvestissement de formes anciennes d'organisations du travail telles que les corporations ou les communaux, voire, chez Marx, par l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

Toujours dans le sillage du premier socialisme, le développement des techniques a été pensé sur la base de ce que Pierre Charbonnier appelle une « hypothèse

technocratique ». Des penseurs comme Saint-Simon en France ou Veblen aux États-Unis ont en effet pointé du doigt le fait que le progrès technique ne saurait servir l'émancipation s'il demeurait subordonné à l'échange marchand et, par là même, à la création de valeur monétaire. Aux yeux des « technocrates », les techniques doivent être développées pour elles-mêmes, en s'appuyant sur les intermédiaires spécialisés que sont les ingénieurs. Ce que proposent ces penseurs tient donc à la fois d'une volonté de gestion démocratique des ressources techniques et d'un projet de gouvernement par les experts : la tension entre les deux pôles que sont la démocratie et l'expertise étant constitutive de l'idéal technocratique. Selon Pierre Charbonnier, c'est sur cet idéal que se fonde la position des tenants de l'écologie intégrale qui, de nos jours, en appellent à une prise en charge de la crise écologique par les experts, quand bien même cela irait contre le principe de la décision démocratique.

Parmi les penseurs socialistes, seul Karl Polanyi trouve véritablement grâce aux yeux de l'auteur car il est le seul à tenir ensemble la critique du libéralisme et la mise en question des rapports collectifs à la nature. Dans son célèbre ouvrage, *La Grande Transformation* (1944), Polanyi montre en effet que le tournant libéral du début du XIX^e siècle, soutenu par une action volontariste des États européens, a mené à ce qu'il appelle un « désencastrement » de la sphère marchande vis-à-vis des espaces géographiques locaux et des modes de productions anciens. La première étape de ce désencastrement coïncide avec la privatisation massive des terres agricoles au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle et avec leur concentration dans les mains de quelques grands propriétaires terriens. C'est ce mouvement qui est à l'origine du marché foncier moderne. Ainsi que Polanyi le montre, des troubles sociaux résultent bien vite de cette transformation de la terre, autrefois simple facteur de production, en une marchandise. La saisie des terres communales par une poignée de *landlords* prive en

effet de grandes quantités de paysans de leur moyen de subsistance et d'habitation et les oblige à vendre tout ce qui leur reste en propre, à savoir, leur force de travail, les conduisant à se transformer en prolétaires. Ainsi, et c'est là le point crucial de la démonstration de Polanyi, la formation du marché du travail moderne résulte directement de l'appropriation primitive des terres à l'origine du marché foncier. Après la terre, c'est donc au tour du travail de devenir une « marchandise fictive », c'est-à-dire de passer du statut de facteur de production à celui de bien échangeable contre monnaie, cette mutation étant rendue nécessaire par la confiscation des moyens naturels de subsistance et d'habitation du plus grand nombre par quelques grands propriétaires fonciers. Les problèmes sociaux résultant de la création de cette masse d'individus pauvres que sont les prolétaires appellent néanmoins des formes de protection face aux risques, protections que les États vont progressivement mettre en place afin de rendre viable la marchandisation du travail humain qui se joue dans le rapport salarial. Polanyi nous montre donc que l'apparition de quelque chose comme le travail salarié dépend en dernière analyse de choix politique portant sur les rapports collectifs à la nature, en l'occurrence d'un choix en faveur de la propriété privée exclusive et intégrale des terres qui a prolétarisé une grande partie des classes paysannes et détruit leur mode de vie traditionnel.

4.

Les Trente Glorieuses et la crise écologique : les limites et le risque comme paradigmes

Le dernier tournant identifié par Pierre Charbonnier dans l'histoire de notre rapport à la nature est celui des Trente Glorieuses (1944-1974). Sur le plan environnemental, cette période est caractérisée par la perturbation, à l'échelle planétaire, de cycles bio-géo-chimiques jusqu'alors relativement pérennes. Des seuils irréversibles sont progressivement franchis, plaçant l'environnement terrestre dans un état d'instabilité dont les conséquences se répercutent sur les collectifs humains eux-mêmes.

Après la Seconde Guerre mondiale, les idéaux modernes d'émancipation se sont combinés à un imaginaire technoscientifique (l'abondance alimentaire dans les supermarchés, la mobilité spatiale accrue grâce aux automobiles et les progrès fantastiques des télécommunications sont autant d'images d'Épinal de cette époque encore récente). De plus, ces idéaux reposent désormais sur un système énergétique nouveau où le pétrole et l'électricité issus du nucléaire ont pris la place du charbon. Comme à l'âge industriel, cette infrastructure énergétique demeure parfaitement invisible aux usagers, ce qui tend à accréditer l'idée fautive selon laquelle ces ressources sont infinies et leur usage sans conséquences immédiates. L'équivalence moderne établie entre les notions d'abondance et de liberté est alors plus resserrée que jamais.

Néanmoins, des doutes portant sur la pérennité de ce montage ainsi que sur la valeur de nos idéaux d'émancipation vont rapidement être formulés. Pierre Charbonnier en distingue deux grandes catégories. D'une part, les critiques

qui s'attaquent au dogme de la croissance infinie. Celles-ci mettent l'accent sur le caractère limité des ressources sur lesquelles cette croissance s'appuie, leur rareté étant accentuée par l'explosion démographique de la population mondiale. C'est le « paradigme des limites ». On reconnaîtra, comme autant d'exemples de ce type de critique, le Club de Rome et son rapport de 1972 intitulé « *The Limits to Growth* » mais également les écrits de Nicholas Georgescu-Roegen sur l'entropie ou les arguments néo-malthusiens de Paul R. Ehrlich. Néanmoins, ces écrits, du fait de leur caractère essentiellement oppositionnel, ne parviennent pas à esquisser ce que pourrait être le sujet politique de demain, ce qui les conduit à en rester à une injonction abstraite à la décroissance voire à proposer le recours à des politiques autoritaires : renoncer à l'abondance signifierait aussi renoncer à la liberté. Le second pôle de critiques porte quant à lui sur les risques dus à l'essor des technosciences ainsi que sur le caractère éminemment politique de ces dernières. Développées pour libérer les vies humaines des aléas de la nature, des technologies telles que le nucléaire se révèlent tellement risquées qu'elles reconduisent finalement leurs utilisateurs à la situation d'imprévisibilité initiale : ce qui devait être une source de maîtrise se révèle paradoxalement à l'origine d'une perte de contrôle. C'est là le « paradigme du risque ». Les auteurs qui formulent ce type de critique, à l'exemple de Jacques Ellul, Hans Jonas ou encore Bruno Latour, en appellent soit à une forme de prudence dans l'usage et la conception des techniques soit encore à une mise en débat démocratique des questions relatives au développement technique, de façon à ce que celles-ci ne soient pas exclusivement tranchées par un petit nombre d'experts sans responsabilité politique.

Pour Pierre Charbonnier, l'essentiel des pensées écologistes contemporaines relève soit du « paradigme des limites », soit de celui du « risque », or aucun des deux diagnostics n'est à ses yeux satisfaisant. Dans un cas, comme aucune solution n'est envisagée, on se contente d'agiter une vision

apocalyptique de l'avenir propre à démobiliser les acteurs civils et politiques, quand, dans l'autre, on reste confiant dans le développement de technologies à même de nous sortir de l'impasse, ce qui, dans les faits, conduit à une promotion naïve de l'industrie alors même que celle-ci est en partie la cause de la situation dans laquelle nous sommes.

En vérité, le verrou à faire sauter afin de ré-ouvrir des possibles n'est autre que l'association entre abondance et liberté elle-même. Pour ce faire, des ressources de pensée peuvent être trouvées dans des travaux récents issus des sciences sociales, au sein desquelles un grand mouvement de « symétrisation » est à l'œuvre. Ce terme désigne une forme d'examen critique de la modernité occidentale dirigé à la fois contre ses concepts clés et contre les modes d'occupation du monde qu'elle a promu.

Les Modernes se conçoivent habituellement comme une exception, voire comme un modèle universel : eux seuls vivraient dans des sociétés libérées du joug de la nature et capables de la maîtriser, ils seraient à ce titre supérieurs aux autres formes d'humanité. Cette idée a néanmoins été brutalement mise en question tant par les études postcoloniales que par les pensées écologistes qui ont montré que les sociétés occidentales se servaient en fait de cette exceptionnalité supposée afin d'imposer au reste du monde leur forme de rapport à la nature. Or, l'« anthropologie de la nature » d'un Philippe Descola, notamment développée dans l'ouvrage intitulé *Par-delà nature et culture* (2005), mais également celle d'Eduardo Vivieros de Castro ou encore de Tim Ingold, nous apprend qu'il existe d'autres régimes de rapport à la nature que celui des Modernes. Plus encore, ces auteurs montrent que le concept même de « nature » est un produit de la modernité occidentale et n'existe pas chez les peuples non-modernes, ces derniers vivant très bien sans avoir besoin de construire une opposition entre les humains et les non-humains

(plantes, animaux, minéraux, *etc.*), et sans non plus avoir besoin de penser les seconds comme des « ressources » passives à la disposition de l'homme. Un tel constat permet de critiquer la notion même de « production ». Pierre Charbonnier allègue en ce sens que nous n'avons jamais rien « produit » car cela supposerait que l'homme crée quelque chose à partir de rien, quand, en réalité, la nature est toujours partie prenante des transformations matérielles que nous lui faisons subir.

Parallèlement à l'anthropologie de la nature, la sociologie des sciences a mis à nu les processus de construction de l'autorité du discours scientifique sur la nature et a du même coup ramené les savoirs occidentaux aux structures sociales qui en permettent la production. Les sciences modernes de la nature ne produisent pas une « vérité » absolue sur cette dernière, elles ne donnent pas accès à des « faits » bruts qui seraient indépendants de leur contexte d'élaboration et de leurs éventuelles finalités applicatives. Un tel constat conduit à pousser la « symétrisation » jusque dans le champ de la connaissance et à redéfinir la science comme un organe des sociétés modernes à partir duquel sont orchestrés les rapports collectifs entre humains et non-humains (*i.e.* les objets techniques, les bactéries, les animaux, *etc.*).

Finalement, avec les *subaltern studies*, on assiste à une symétrisation de la critique sociale par la mise en avant des formes non-occidentales de contestation du modèle occidental. Pour Pierre Charbonnier, l'intérêt de ces critiques « extérieures » est qu'elles sont fondées sur des valeurs et des expériences de vie autres que celles propres aux classes pauvres internes aux pays occidentaux. Au contraire de ces dernières, qui restent souvent prisonnières des valeurs de leur société jusque dans leurs revendications, les critiques en provenance des anciennes colonies mettent plutôt en avant la volonté de renouer avec un rapport à la terre dont la colonisation les a privées. Ce rapport consiste

en un attachement à la terre en tant qu'habitat et source de subsistance, ce qui n'implique aucune forme d'exploitation intensive ni aucun morcellement de la terre en petites propriétés privées individuelles. Un exemple de ce type de critiques peut être trouvé chez un auteur comme Silyane Larcher, en particulier dans son ouvrage *L'autre citoyen : l'idéal républicain et les Antilles après l'esclavage* (2014).

Toutes ces symétrisations couplées à l'histoire environnementale des idées politiques proposée par Pierre Charbonnier dessinent un sujet politique nouveau, intellectuellement armé pour affronter la crise environnementale actuelle. Un tel sujet sera notamment en mesure d'éviter les deux écueils que constituent le globalisme marchand et le conservatisme réactionnaire, il pourra ainsi dépasser l'alternative délétère qui tend actuellement à s'imposer dans la plupart des pays occidentaux. Par ailleurs, il va de soi que ce sujet politique ne peut plus être le même que celui qui s'est constitué en réponse à la révolution industrielle, bien qu'il puisse reprendre à la tradition socialiste de l'époque son attention pour les fondements matériels de la liberté, sa critique de la propriété privée exclusive des moyens de subsistance ainsi que sa demande de solidarité sociale. Afin d'être au diapason de son temps, il doit surtout intégrer les derniers acquis des sciences sociales.

À propos

LeDoTank

LeDoTank est une association dont la vocation est de chercher à combler le déficit de connaissance et de compréhension de ce que sont les entreprises moyennes ; déficit qui touche tous les champs : gouvernance, RSE, financement, performance sociale, etc.

LeDoTank s'inscrit dans l'écosystème des entreprises moyennes en initiant des projets qui associent entrepreneurs, experts et chercheurs pour mieux identifier leurs enjeux propres et chercher à mettre en avant leur singularité afin de proposer des solutions adaptées. Il s'agit de contribuer au renouvellement de leurs pratiques et d'informer les décideurs des règles du jeu sur les spécificités de ces entreprises.

Pour progresser dans ces différentes voies, leDoTank peut compter sur ses partenaires : ce sont des entreprises ou des organisations consacrant des ressources – financières et/ou humaines – à la recherche de réponses concrètes aux enjeux sociétaux qui touchent leurs marchés ou leur environnement direct, mais aussi plus largement, l'intérêt commun.

Contact leDoTank

Christine BEYSSAC
Déléguée Générale
christine.beyssac@ledotank.com

Aca Nexia

Aca Nexia est un cabinet d'audit et conseil qui compte 250 professionnels parmi lesquels 21 associés. Son offre de services couvre l'audit, l'expertise comptable, l'externalisation (BPO), l'assistance aux transactions d'entreprises, le conseil opérationnel, la paie et la gestion sociale.

Les clients d'ACA Nexia sont majoritairement des ETI et des PME qui attendent des solutions pertinentes et de l'assistance pour les mettre en œuvre. Aca Nexia cultive ses valeurs de loyauté, compétence et partage, et fonde son indépendance sur une totale maîtrise de son capital par ses associés. Aca Nexia poursuit une stratégie de croissance maîtrisée fondée sur la présence de ses associés et managers sur le terrain, une offre de services évolutive, la généralisation du digital, une dimension internationale et le développement de la RSE tant en interne qu'au service de ses clients. Aca Nexia exprime sa responsabilité sociétale dans sa gouvernance et ses pratiques managériales, et est très heureuse d'accompagner leDoTank dans sa mission.

Contact Aca Nexia

François MAHÉ
Président
f.mahe@aca.nexia.fr

La collection " Lu pour vous "

n°1 : Les marchés à l'épreuve de la morale

n°2 : La nouvelle question laïque. Choisir la République

n°3 : Les relations marchandes face au don

n°4 : Économie utile pour des temps difficiles

n°5 : Peut-on penser une liberté sans abondance ?

leDoTank

36 Quai Saint Antoine,
69002 Lyon
www.ledotank.com